

Les matinales de (re)sources

COLLÈGE DES BERNARDINS
6 NOVEMBRE 2014

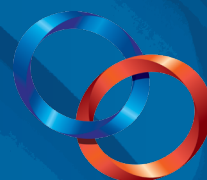
L'accès universel à l'eau et à l'énergie : un enjeu clé de l'agenda post 2015

Les Objectifs du Développement Durable qui succéderont en 2015 aux Objectifs du Millénaire pour le Développement seront-ils suffisamment ambitieux et réalistes ? Dans quelles conditions rendre possible un accès universel à l'eau et à l'énergie dans les Pays en développement face aux menaces telles que l'urbanisation, la démographie et le climat ?

En présence de **Loïc Fauchon**, président honoraire du conseil mondial de l'eau, président de la Société des Eaux de Marseille

Gérard Payen, conseiller du secrétaire général des Nations Unies en matière d'eau et d'assainissement et président honoraire d'Aquafed.

Débat animé par **Pierre-Frédéric Ténière-Buchot**, président du programme Solidarité Eau, membre de l'académie de l'eau et du conseil mondial de l'eau.



Programme

L'accès universel à l'eau et à l'énergie : un enjeu clé de l'agenda post 2015

6 novembre 2014 - Collège des Bernardins – Paris 5^e

Bilan des 15 ans des « Objectifs de développement du Millénaire » et prospective d'avenir des « Objectifs de développement durable »

&

Bilan sur les indicateurs et les progrès, recommandations

Loïc Fauchon, président honoraire du conseil mondial de l'eau, président de la Société des eaux de Marseille et Gérard Payen, président honoraire d'Aquafed, conseiller du secrétaire général des Nations Unies en matière d'eau et d'assainissement

Questions-réponses avec la salle

Animé par Pierre-Frédéric Ténière-Buchot, président du programme Solidarité Eau, membre de l'académie de l'eau et du conseil mondial de l'eau

Conclusion

Patrice Fonlladosa, président de (RE)SOURCES

Introduction

(RE)SOURCES est un laboratoire d'idées portant sur les problématiques d'accès à l'eau et à l'énergie dans les pays en développement. Ce réseau existe depuis dix ans et rassemble une vingtaine de personnalités françaises et internationales issues du monde politique, associatif, mais aussi du monde de l'entreprise.

Cette Matinale s'inscrit dans un cycle de conférence de 4 rendez-vous annuels dont le principe est de faire débattre des intervenants membres de (RE)SOURCES mais aussi des experts, sur des sujets relatifs aux problématiques d'accès aux services essentiels.

Pierre-Frédéric Ténrière-Buchot, Président du programme Solidarité Eau, membre de l'Académie de l'eau et du Conseil mondial de l'eau

Notre sujet est de faire un bilan sur la situation de l'accès universel à l'eau et l'énergie pour 2015, dernière année de la programmation de quinze ans qui avait pour nom « Objectifs et développement pour le millénaire ». Ces objectifs avaient été définis en 2000-2001 par l'Assemblée générale des Nations-Unis. Nous arrivons au terme de ce programme et ma première question à nos deux invités est la suivante : « Est-ce que la bouteille d'eau est à moitié pleine ou à moitié vide ? Qu'en est-il dans le domaine de l'énergie ? L'ampoule est-elle éteinte ou commence-t-elle à peine à éclairer ? L'accès à l'énergie est-il universel ? Pouvez-vous faire un focus sur le continent africain ? »

Quelle est la situation ? Y voyons-nous plus clair après ces quinze ans d'objectifs de développement du millénaire ? Nous allons passer sur 2015-2030 à des objectifs de développement durable. Le vocabulaire change, mais la méthode reste la même. Qu'en pensez-vous ?

Bilan des quinze ans des « Objectifs de développement du Millénaire » et prospective d'avenir des « Objectifs de développement durable »

Gérard Payen, conseiller du secrétaire général des Nations Unies en matière d'eau et d'assainissement et président honoraire d'Aquafed

Je suis effectivement membre du Conseil pour l'eau et l'assainissement auprès du secrétaire général des Nations Unies. Nous sommes un groupe d'une vingtaine de personnes qui, de façon totalement indépendante, alertons les Nations Unies et les gouvernements sur ce qu'ils ne font pas suffisamment bien dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Cela m'a permis de participer de manière assez étroite à tous les travaux intergouvernementaux de ces dernières années sur l'eau.

Concernant la question de Pierre-Frédéric Ténrière-Buchot : « Est-ce que les objectifs de développement durable servent à quelque chose ou pas ? », sachant que les objectifs du millénaire sont décriés par un certain nombre de personnes. Le Conseil et moi-même considérons que les objectifs du millénaire pour le développement sont exceptionnels dans la mesure où les gouvernements se voient en permanence

aux Nations Unies, quand ils arrivent à se mettre d'accord, ils prennent une résolution, mais la plupart des résolutions ne sont qu'un assemblage de mots et de bonnes intentions. La déclaration du millénaire de 2000 est hors norme, car elle ne décrit pas seulement ce que nous voudrions faire ou obtenir, mais elle se propose de le mesurer. Les états se sont alors fixé des objectifs précis et depuis, chaque année, les Nations Unies mesurent les progrès réalisés. Cela est rarissime et nous sommes à l'aube de recommencer l'année prochaine pour les quinze prochaines années 2016-2030.

C'est une occasion à ne pas rater parce que ces objectifs mesurables et mesurés, dont les résultats sont discutés ont un rôle de stimulation, d'influence sur les politiques publiques que n'auraient pas des résolutions qui ne font pas l'objet de mesure. Depuis près de quinze ans, il existe deux indicateurs de suivi dans le domaine de l'eau : l'accès à l'eau potable et aux toilettes. Le simple fait de suivre ces indicateurs a orienté toutes les politiques nationales dans les pays où sont recensés des problèmes, c'est-à-dire dans les pays en développement. Il n'y a aucun pays en développement qui, quand les bilans annuels sur l'eau sont faits, ne commence pas son bilan par une référence aux objectifs du millénaire. Cela permet à tout le monde de voir si le pays est en avance, en retard, si des mesures correctrices sont nécessaires. Comme le bilan est public, la société civile peut d'une part en débattre avec le gouvernement et d'autre part, le gouvernement est pris en défaut s'il est en retard et que des collègues rencontrés aux Nations Unies font mieux. Le fait d'avoir des indicateurs mesurables, mesurés et publics a tout changé. **Aujourd'hui, je pense que les objectifs du millénaire ont énormément servi.**

Toutefois, le fait que les objectifs soient mesurés a aussi permis d'approfondir la connaissance de la communauté internationale sur ces sujets. De façon inattendue, le fait d'améliorer le suivi au niveau mondial nous a permis de nous rendre compte récemment que les besoins d'accès en eau potable dans le monde étaient sous-estimés à un facteur d'au moins trois, que l'accès à l'assainissement – il faut être diplomate, cela ne veut pas dire grand-chose – voulait dire en particulier l'accès aux toilettes. En 2008, nous nous sommes rendu compte que plus d'un milliard de personnes n'avaient pas de toilettes et pratiquaient la défécation en plein air. Cela a eu l'effet d'une bombe dans la communauté internationale. Nous avons également découvert en regardant les statistiques mondiales que dans la moitié rurale du monde, l'accès à l'eau et aux toilettes s'améliorait, mais que dans l'autre moitié du monde – la moitié urbaine –, il se dégradait. Ces trois découvertes fortuites découlent du programme. Les deux premières ont entraîné des réactions fortes et une réorientation des politiques. Pour le dernier sujet, aucune réaction politique n'a été notée. Nous continuons à aller dans le mur.

Loïc Fauchon, président honoraire du conseil mondial de l'eau, président de la Société des eaux de Marseille

Je vais prendre un autre angle d'attaque. Je vais essayer de faire un focus sur l'énergie. Gérard Payen a parlé de découverte. Personnellement, j'appellerais cela des « prises de conscience ». Il y a une prise de conscience relativement récente – et nous nous demandons pourquoi – sur le fait que dorénavant nous devons associer les politiques de l'eau et de l'énergie. Il y a dix ans, dans la communauté internationale de l'eau, personne ne le disait. C'est pourtant une chose évidente. Je voudrais que nous réfléchissions aujourd'hui à la manière de positiver et de donner de l'utilité à ce lien entre l'eau et l'énergie que nous semblons découvrir. Nous connaissons les problèmes de l'eau – Gérard Payen les a évoqués,

je n’y reviens pas –, ceux de l’énergie et tout d’un coup, nous nous disons que l’approche est la même pour les deux. La question que je me pose est : « comment pouvons-nous créer une synergie à partir du moment où nous admettons que nous aurons dorénavant une approche commune entre l’eau et l’énergie ? » Sinon, cela ne sert à rien. Le sujet n’est pas aussi facile qu’il y paraît.

Nous savons, bien sûr, que ce sont les mêmes populations qui n’ont pas accès à l’eau et à l’électricité. Nous savons que l’eau est énergivore et que l’énergie est « hydrovore », si je peux me permettre d’inventer ce mauvais mot. Que pouvons-nous faire de plus ? Nous avons adopté le mot « lien » contre lequel je me suis élevé, en disant qu’il valait mieux utiliser « liant ». Le liant a un côté positif. Attachons-nous à essayer de créer un liant. Cela nous permettra deux choses : premièrement, nous avons besoin de créer une synergie entre l’eau et l’énergie pour répondre aux exigences de développement économique, que nous considérons parfois dans nos sociétés occidentales avec un peu de hauteur, mais qui sont essentielles dans les pays en développement. La deuxième chose un peu plus nouvelle est que nous savons aussi que nous devons penser maintenant à la protection des ressources, à leur maîtrise, et par conséquent à restituer et ne pas prendre à la nature plus de ressources qu’il ne convient et les rendre durables. Nous avons d’un côté l’exigence du développement économique qui consomme de manière agressive la ressource (l’eau et l’énergie) et de l’autre côté, la nécessité de le faire dans la durée. Cependant, le temps du politique n’est pas le temps de ces questions de ressources fondamentales et notamment, de l’eau et de l’énergie et de la capacité à avoir les ressources dans ces deux domaines. Nous nous retrouvons toujours devant cette obligation : nous devons d’un côté accroître l’offre et de l’autre, nous devons réguler ou faire diminuer la demande. Je crois qu’il ne faut pas tomber dans le piège dans lequel nous avons tous facilement tendance à tomber, qui est de vouloir opposer l’un à l’autre. Il ne faut pas opposer la nécessité d’avoir plus d’offres et la nécessité de contrôler la demande. Au contraire, il faudra les associer dans les années qui viennent – et là, se fait le lien avec les objectifs du millénaire et les ODD comme nous allons les appeler maintenant – pour avoir une construction globale internationale que Gérard Payen a mentionnée, mais aussi des constructions locales qui sont indispensables pour donner du concret, apporter des solutions à ces concepts parfois un peu théoriques.

Bilan sur les indicateurs et les progrès, recommandations

Pierre-Frédéric Ténière-Buchot

Nous allons essayer d’approfondir les réponses que vous avez données. Gérard Payen, pouvez-vous revenir sur ces problèmes d’indicateurs ? Il existe des indicateurs physiques, des indicateurs démocratiques, des indicateurs compréhensibles, communicables et d’autres réservés à une poignée d’experts, car ils sont trop compliqués. Pouvez-vous nous éclairer sur les changements qui se sont opérés ces derniers mois, entre des discours triomphalistes parlant « d’eau améliorée » et des discours plus modestes sur l’eau potable ?

L'objectif mondial sur lequel nous travaillons pour l'accès à l'eau potable a été défini en 2000. Il s'agit de diviser par deux d'ici la fin de l'année prochaine le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable dans le monde. Les Nations Unies ont déclaré en 2012, juste avant le Forum de Marseille, que cet objectif était atteint. Il aurait été atteint en 2010, soit cinq ans avant la date prévue. C'est une grande nouvelle. Nous avons fait beaucoup de progrès sur l'eau potable. Il est vrai que depuis 2000, l'accès à l'eau s'est amélioré pour plus d'un milliard de personnes. Cela représente cent millions de personnes par an.

Quand j'ai rejoint, il y a une dizaine d'années, le conseil du secrétaire général des Nations Unies, je me suis aperçu, en tant que praticien de la gestion de l'eau, qu'il y avait un problème sur l'estimation des besoins en matière d'eau potable dans le monde. J'ai mis du temps à comprendre pourquoi. L'explication est la suivante : les indicateurs statistiques utilisés par les Nations Unies depuis 2000 ont été bâtis à partir de statistiques fournies par les pays. Ces données consistent à répertorier la manière dont les gens ont accès l'eau : vont-ils la chercher au puits, à la rivière, à la fontaine, au robinet chez eux ? À partir de là, nous avons construit un indicateur de progrès. Le progrès a effectivement eu lieu. Mais cet indicateur ne mesurait pas si l'eau était bonne pour la santé ou pas, si elle était contaminée ou pas. Aujourd'hui, rien ne permet dans les statistiques mondiales de savoir quelles sont les personnes qui utilisent de l'eau contaminée et celles qui utilisent de l'eau saine. Cet indicateur n'existe pas car il est extrêmement difficile à construire. Il n'existe pas au niveau mondial, parce qu'il n'existe pas dans les pays. Nous nous sommes basés jusqu'à présent l'indicateur qui était le meilleur à notre disposition. Mais l'équipe des Nations Unies en charge des statistiques a fait des tests dans un certain nombre de pays afin de mesurer la pertinence des indicateurs utilisés. Elle s'est rendu compte qu'elle ne mesurait pas les progrès en matière de potabilité de l'eau.

Aujourd'hui, les Nations Unies reconnaissent et utilisent un indicateur « accès à des sources d'eau améliorée » prenant en compte le nombre de personnes allant chercher de l'eau à un endroit non utilisé par les animaux. Le nombre de personnes a été réduit très significativement à 700 000 millions alors qu'il était à plus d'un 1 200 000 000 il y a une dizaine d'années. Mais ces personnes qui vont chercher de l'eau dans un endroit exclusivement réservé aux hommes, ont-elles de l'eau potable ? En fait, beaucoup d'entre elles n'en ont pas. Quant aux personnes ayant accès à l'eau à la maison, plus d'une sur dix dans les pays en développement a de l'eau contaminée au robinet. Au total, la meilleure estimation que nous ayons est que 1 800 000 000 de personnes utilisent de l'eau contaminée par des coliformes fécaux, c'est-à-dire par les rejets humains venant de toilettes ou d'absence de toilettes des voisins. Cependant, dans beaucoup de pays l'alimentation varie selon les périodes en fonction de coupures d'électricité par exemple. Nous estimons donc à plus de deux milliards le nombre de personnes qui utilisent de l'eau contaminée. Les Nations Unies ont publié le chiffre de 1 800 000 000, mais reconnaissent que selon une autre étude universitaire, un milliard de personnes supplémentaires utiliseraient de l'eau dangereuse pour la santé. **Je pense que ce sont trois à quatre milliards de personnes qui n'ont pas accès à de l'eau saine, soit la moitié de l'humanité. Nous avons vécu une période où l'accès à l'eau s'améliorait, mais nous avons un indicateur qui est d'au moins inférieur à trois fois la réalité, si ce n'est cinq fois inférieur.**

Ce sujet commence à être compris, même si ce n'est que par un tout petit nombre de personnes au sein

de la communauté internationale. Il y a des débats. Les objectifs de développement durable qui sont en préparation visent un accès universel à l'eau potable d'ici 2030. Toutefois, le terme « eau potable » est ambigu. Un robinet donne accès à l'eau potable. C'est de l'eau courante, mais est-elle saine ? C'est un autre sujet. En Anglais, les mots sont plus précis. Avoir l'eau courante, c'est avoir accès à « running water ». Mais avoir de l'eau saine pour la santé, c'est avoir de la « safe running water ». L'objectif de développement durable en préparation concerne la « safe running water ». C'est bien l'eau saine. Aurons-nous un indicateur pour le mesurer ? Si nous sommes capables de construire un indicateur mondial mesurant la potabilité de l'eau, les gouvernements pourront se rendre compte de leurs progrès.

La bonne nouvelle est que les Nations Unies travaillent sérieusement sur le sujet. **Depuis quatre ans, elles travaillent à construire un système mondial permettant d'estimer dans chaque pays le nombre de personnes ayant accès à de l'eau potable au sens non dangereux pour la santé.** La méthodologie est à peu près au point et est actuellement testée dans une dizaine de pays. Si les gouvernements adoptent l'année prochaine leurs objectifs de développement durable, ce système de suivi mondial sera mis en place en particulier parce que nous avons déjà trouvé des gouvernements financeurs qui ont compris que tant qu'il n'y aurait pas de monitoring au niveau mondial, il continuerait à y avoir une vision déformée de la réalité et les politiques ne seraient pas assez ambitieuses. Je suis assez optimiste et je pense que les choses vont dans le bon sens.

Un dernier mot concernant les indicateurs portant sur les autres enjeux. Les objectifs de développement durable prolongent les objectifs du millénaire en direction de l'accès à l'eau potable et de l'accès aux toilettes. Mais ils ont une ambition plus large qui est de faire progresser également les autres grands enjeux mondiaux de l'eau qui sont au nombre de trois :

- Satisfaire les demandes croissantes en eau alors que les ressources sont ce qu'elles sont ;
- Agir pour dépolluer les eaux usées alors qu'à ce jour, rien n'existe dans ce domaine au niveau mondial, aucun spécialiste des Nations Unies ne se penchant sur le problème, il n'y a pas de statistiques et par conséquent, aucune politique ;
- Mieux gérer les catastrophes liées à l'eau notamment à cause des changements climatiques qui accroissent la gravité des éléments extrêmes dans certains pays.

Ces trois grands sujets – ressources, pollution et catastrophes – nécessitent des indicateurs mesurés sinon nous ne pouvons pas mettre en place de politique. Des gens travaillent sérieusement sur le sujet. Si je suis optimiste sur l'eau usée, je suis très inquiet en ce qui concerne les ressources parce que je n'ai pas encore vu de propositions convaincantes sur la construction d'indicateurs mondiaux de progrès. Des indicateurs existent, mais leur variation dans le temps n'est pas forcément un indicateur de progrès. Si nous n'y arrivons pas, la politique sur les ressources ne se résumera à pas grand-chose.

Pierre-Frédéric Ténière-Buchot

Loïc Fauchon, pensez-vous que des progrès sont réalisables sur un plan technologique ? Est-ce que les mêmes progrès seront effectués partout ? Il y a en effet une diversité de situations à prendre en compte. Est-ce qu'il y aura de l'argent pour cela ? Pouvons-nous faire un peu de prospective sur les dix ou quinze ans à venir. Quelle est votre position tant sur l'eau que sur l'énergie ?

Nous parlerons en fin d'intervention des propositions. Face à l'agenda très important de décisions des deux années à venir, il faut que nous soyons d'accord sur les concepts. Je vais me situer parallèlement de ce que fait Gérard Payen qui est sans doute le meilleur expert sur la question des indicateurs et commencer par tirer à boulets rouges sur le nexus eau-énergie-alimentation. Dans toutes les réunions nationales et internationales, nous voyons les gens répéter inlassablement qu'il y a un nexus eau-énergie-alimentation. Or, ils ne savent pas ce que veut dire nexus. C'est un mot très négatif qui vient du latin et qui définit la relation d'asservissement entre un créancier et un débiteur. Ce n'est pas ce que nous voulons promouvoir à l'échelon international. Je plaide plutôt pour le mot « alliance » qui est plus simple.

Pourquoi est-ce important ? Parce que nous laissons la moitié du problème en route quand nous disons eau-énergie-alimentation. Nous laissons la santé de côté. Nous ne pouvons pas faire cela et dire que l'assainissement est une des priorités – ce qui est vrai – et dire qu'il faut se concentrer sur l'eau, l'énergie et l'alimentation. **Je considère que l'accès à l'eau et à l'énergie est un prérequis pour pouvoir satisfaire deux grandes priorités qui sont la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire**, l'une ne pouvant pas aller sans l'autre. **Nous ne pouvons pas dépenser des milliards pour nourrir les gens et les laisser mourir après.** Il n'y a pas qu'Ebola. Les maladies hydriques tuent mille fois plus qu'Ebola aujourd'hui. Je souhaite que nous adoptions l'idée d'une alliance globale avec comme piliers l'eau et l'énergie, indispensables pour gérer la question de la sécurité et de la santé. Lorsque ces deux questions sont résolues chez une population, c'est le champ ouvert à l'accès à l'éducation. Nous en avons tous l'expérience sur le terrain. C'est ce que j'appelle une sorte de « penta alliance » entre l'eau, l'énergie, la santé, la nourriture et l'éducation qui est indispensable pour boucler le processus permettant de faire accéder à l'eau. J'insiste sur ce point parce que dans les deux ans qui viennent des batailles pacifiques importantes vont se dérouler dans les instances internationales pour faire accepter un certain nombre de priorités essentielles, car elles seront reprises par les états.

Je plaide pour que nous ayons un accord de langage, qui est en fait un accord de politique, pour dire qu'il y a l'accès à l'eau sur le versant de la nourriture et puis il y a la protection de l'eau sur le versant de la santé. Dans nos activités respectives, nous essayons tous de promouvoir auprès des gouvernements, des décideurs, des autorités locales, l'assainissement pour qu'il ne reste pas le parent pauvre. En faisant cette promotion de politiques d'assainissement beaucoup plus cohérentes, nous ferons baisser la mortalité due aux maladies hydriques qui reste dans les pays en développement la première cause de décès.

Au-delà de cela, pour aborder l'avenir, il faut des fondations solides. **Les fondations permettent, notamment dans les pays qui ont aujourd'hui un accès à l'eau et à l'énergie très peu satisfaisant, de satisfaire à la gouvernance, aux finances et à la connaissance.** Vous parlerez peut-être des financements locaux et internationaux, mais la solution est dans l'association de ces deux types de financements, y compris le financement (notamment pour la maintenance) par l'utilisateur consommateur citoyen.

La gouvernance réside dans la capacité à maintenir le système dans son sens le plus large – technique, technologique, institutionnelle, financière – de telle sorte qu'une fois que les investissements sont réalisés, nous ayons la capacité à les gérer correctement. Nous avons tous en tête des situations

ahurissantes. Vous avez parlé tout à l'heure de l'Afrique où nous avons déployé des efforts colossaux en matière d'investissements sans prévoir la capacité de maintenance des infrastructures.

La connaissance est la capacité que nous avons à échanger et non plus à transférer. Il m'a été reproché de manière justifiée il y a quelque temps en Afrique, lorsque j'ai parlé de transfert de savoir-faire, de ne pas préciser dans quel sens et qu'il valait mieux parler d'échange. C'est tout à fait juste parce quand nous allons en Afrique, nous apprenons autant que nous pouvons apporter. J'ai le souvenir que lors de ma première collaboration avec la Tunisie où nous sommes allés échanger sur les stations d'épuration, nos ingénieurs marseillais sont revenus en ayant appris des choses. Tout repose sur ce triptyque. Nous voyons bien que quand nous partons d'un bon équilibre entre l'offre et la demande, au service de la protection de la nature et du développement économique, que nous avons cette alliance entre ces concepts très importants qui est assis sur un effort en matière de finances, de gouvernance et de connaissance. Si je tiens ce discours, c'est parce que je suis convaincu qu'il faut vulgariser nos propos, car au cours des deux prochaines années les populations vont beaucoup entendre parler de ce qu'il se passe à l'ONU, la Conférence sur le Climat, au Forum Mondial de l'Eau. Il faut avoir des concepts clairs pour avancer et défendre la position et la priorité de l'eau et de l'énergie.

Pierre-Frédéric Ténière-Buchot

Pour terminer cette première partie, avez-vous l'un et l'autre des recommandations ou des vœux à formuler de manière concise pour les divers acteurs qui travaillent ou qui vont se mettre au travail ? Les situations sont diverses, ce n'est pas simple. La démographie grimpe, l'urbanisation prend le pas sur toute autre forme de peuplement, de même que la littoralisation. La crise dure et est financièrement impactante. Quels seraient les points de recommandations au niveau national, européen ou international ? Vous avez parlé de « triptyque », de « penta alliance ». Pouvez-vous synthétiser en quelques phrases ce qui vous paraît prioritaire à court terme sur les trois à quatre ans des quinze prochaines années couvrant les objectifs de développement durable ?

Gérard Payen

Pour moi, le court terme se situe l'année prochaine. Il faut qu'à fin 2015 le monde ait adopté des objectifs cibles, ambitieux, porteurs de progrès sur les questions d'eau et en particulier sur l'eau potable et l'assainissement. La gestion de l'eau se fait au niveau local, c'est un problème de terrain. Or, les Nations Unies ne font rien localement. L'aide internationale, les ONG, les gouvernements, les autorités centrales locales font beaucoup. Mais cela ne suffit pas. Pourquoi ? Parce que les politiques publiques ne sont pas assez ambitieuses sur ces questions. Elles n'ont pas d'objectifs clairs et ne mettent pas en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre ces objectifs. Ce n'est pas vrai dans tous les pays.

Je considère que les objectifs de développement durable sont une occasion unique qui ne se reproduira pas avant quinze ans. Nous avons l'occasion l'année prochaine de rendre les Nations Unies utiles en déclarant une politique mesurable sur des choses qui stimuleront l'action sur le terrain. Il ne faut pas louper cela. Nous avons jusqu'à présent fait un travail quasiment parfait. Tous les travaux préparatoires au niveau politique ont permis de définir six objectifs cibles précis, mesurables. Tout est

prêt pour une décision. Est-ce que la bonne décision sera prise ? Personne ne le sait, car les obstacles sont nombreux. Je pense que tous les acteurs français doivent continuer à faire ce qu'ils font, mais ils doivent considérer que l'adoption des objectifs de développement durable est une priorité. S'il vous plaît, laissez de côté tout le reste pendant un an. Ne rajoutez pas de problèmes dans la déclaration politique du Forum Mondial de l'Eau de Daegu. **Il n'y a que deux grands enjeux l'année prochaine : les objectifs de développement durable et le climat.** Rajouter autre chose ne sert à rien. Aidez le gouvernement français à éviter de tout mélanger et à comprendre que l'eau est importante. Le Partenaire Français pour l'Eau qui réunit un grand nombre d'acteurs français de toutes natures a fait un travail fabuleux en se mettant d'accord sur les priorités. Il se trouve que ces priorités sont désormais retenues au niveau mondial. Gardons-les !

Cependant, tout n'est pas parfait. Il y a encore des obstacles politiques que je n'ai pas le temps d'évoquer. Il y a aussi des obstacles techniques avec les indicateurs et des obstacles conceptuels. Il manque encore des indicateurs. Nos universitaires peuvent proposer des choses. Je dis cela, car il existe un réseau d'universitaires qui aide les Nations Unies qui fait énormément, mais n'a pas encore proposé un bon indicateur pour l'eau potable et pour les ressources.

Loïc Fauchon

Nous ne pouvons pas comparer le Forum de Daegu et le travail des Nations Unies ni même la COP. Je voudrais vous remercier d'avoir dit qu'il y avait des problèmes de démographie, d'urbanisation et de littoralisation, de crise économique. Vous n'avez pas prononcé le mot « climat ». Je vous en remercie car il faut que nous abandonnions cette obsession que le climat est à la fois l'origine et la conséquence de tout. Les problèmes quotidiens pour les décideurs politiques comme pour les professionnels touchent à l'urbanisation, la littoralisation, les pollutions et la croissance démographique. Cela pose des questions importantes de l'occupation de l'espace à l'échelle mondiale et nationale. Nous continuons à tout concentrer autour de la région parisienne. Ce sera bientôt comme à Pékin, à la cinquième circulaire, avec des réseaux aériens et ferroviaires concentrés. Il est temps de s'interroger sur ce que j'appelle « demain, l'espace ».

Concernant la démographie, il faut remarquer pour ceux qui fréquentent les enceintes internationales que c'est toujours un sujet tabou. Quand nous évoquons le problème, certaines nations sont très véhémentes. Nous n'arrivons pas à poser cette question quand nous abordons les problèmes d'eau et d'énergie. Quant au climat, il ne faut pas en faire le bouc émissaire de toutes les erreurs de l'homme. Il faut bien regarder les choses. Il faut prévoir, mais ne pas se laisser embarquer dans l'hystérie collective qui consiste à redessiner les cartes avec la baie du Mont-Saint-Michel dont je suis originaire sous les eaux, avec les gens qui commencent à vendre les terrains. Il faut raison garder.

Que pouvons-nous faire dans les dix-huit mois qui viennent ? Prenons l'agenda dans l'ordre chronologique et non d'importance politique. Il y a tout d'abord le Forum Mondial de l'Eau. Celui de l'énergie a déjà eu lieu. Curieusement, il s'est aussi déroulé à Daegu. Je partage l'avis de Gérard Payen qui est qu'il ne faut pas diverger des deux grandes préoccupations qu'il a mentionnées, mais c'est toujours le temps des solutions. Nous sommes là pour illustrer des politiques et laisser monter du terrain des initiatives qu'il faut ensuite partager. Nous avons commencé cela à Marseille sans vraiment bien finir.

J'étais à la manœuvre, je peux me permettre de le dire. Nous avons bien géré à Marseille, mais la suite a été moins bonne. Cela reste à faire et j'espère que les Coréens le feront avec le soutien de la communauté internationale. Il faut laisser la place à l'initiative, aux jeunes, à toutes les communautés qui n'ont pas toujours la parole.

Ensuite, nous aurons l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, en réalité c'est surtout la préparation de cette Assemblée. Il nous faudra peser grâce à tous les lobbies pour obtenir la sanctuarisation définitive de l'eau et de l'énergie comme objectifs prioritaires. Il semble qu'il y ait encore quelques petites réticences qui, je l'espère, seront balayées. Nous devons sortir de cette assemblée avec des décisions qui peuvent paraître un peu théoriques pour le grand public, mais peu à peu cela s'impose aux gouvernements. C'est un point de passage essentiel. **Pour ce qui est du climat, il faudra arriver à faire accepter que contrairement à Copenhague, l'eau et l'énergie – mais surtout l'eau – soient au cœur des débats.** Que s'est-il passé à Copenhague ? Nous avons parlé d'un paquet énergie-climat sur lequel nous n'avons abouti à rien. Tout le monde a quitté le Danemark sans avoir pris d'engagement significatif. **Nous souhaitons parler d'un paquet eau-énergie qui soit au cœur de la négociation climatique et qui permette ensuite la création et l'abondement de ce fonds mondial pour les ressources naturelles qui n'a pas progressé depuis la réunion au Danemark.** Notre idée est de faire que ce fond alimente la capacité à apporter de l'eau et de l'énergie à l'alimentation d'un côté et à l'assainissement et la santé de l'autre. Si nous arrivons à progresser en ce sens sur le lien eau-énergie à la sortie de la Conférence sur le Climat, nous aurons fait une belle année. Je laisse de côté les autres objectifs de la Conférence du Climat, car ce n'est pas notre souci aujourd'hui.

Questions-réponses avec la salle

Un intervenant, filiale de Total qui s'occupe de lutte contre le gaspillage en matière énergétique

Vous avez évoqué les synergies eau-énergie. C'est un sujet intéressant d'essayer de trouver des liens. Comment intégrez-vous cette problématique dans vos travaux ? Comment appréhendez-vous cette notion d'économie d'énergie, d'économie d'eau ? Y a-t-il des travaux en cours ? Comment cela s'intègre-t-il dans votre démarche ?

Alain Boinet, fondateur de l'ONG Solidarités International et membre de (re)sources

Comme beaucoup d'autres ici, je suis membre du Partenariat Français sur l'eau. Je voudrais tout d'abord remercier Loïc Fauchon d'avoir inclus la santé dans les préoccupations stratégiques parce qu'elles sont essentielles. Dans tout programme d'accès à l'eau potable, l'assainissement, l'hygiène et la santé doivent être traités ensemble. Nous devons aussi rappeler le rôle majeur que Gérard Payen a joué sur la question des chiffres pour évaluer le nombre de gens n'ayant pas accès à l'eau potable dans le monde. Jusqu'à une date récente, nous étions dans l'erreur. C'est un changement d'échelle majeur qui implique

une autre mobilisation pour répondre aux besoins des gens qui n'ont pas d'eau potable.

J'ai une question sur les objectifs du développement durable. « L'Open working group » a défini 17 objectifs. Certains gouvernements – les Britanniques, mais pas seulement – considèrent qu'il y en a beaucoup trop. Nous pourrions par conséquent éventuellement aller vers une réduction du nombre d'objectifs. Est-ce que l'eau sera toujours dans ces 17 objectifs ? Nous attendons la déclaration de Mr Ban Ki-Moon à ce sujet. Il y a un enjeu majeur pour nous qui sommes des militants de l'eau. Gérard Payen nous a donné de bonnes nouvelles concernant les indicateurs, mais qu'imaginez-vous derrière en termes de gouvernance politique, de mise en œuvre de ces indicateurs sur le terrain par les autorités locales et nationales, de financements ? Si vous voulez apporter l'eau potable à trois ou quatre milliards de gens en quinze ans, quels seront les financements disponibles ? L'accès à l'eau est fondamental, mais ce n'est pas toujours une réalité immédiate pour les gens qui n'en ont pas.

Juste un mot sur la position de la France : elle n'a pas retenu l'eau comme une de ses priorités sur les objectifs de développement durable. Pourquoi ? Que pouvons-nous faire ? Il y a le Forum Mondial de l'Eau, New York, la COP 21 à Paris. Je fais partie du Conseil national du développement et de la solidarité internationale mise en place par le gouvernement dans le cadre de la loi d'orientation, de programmation et du développement. Nous avons eu une réunion récemment au cours de laquelle j'ai questionné Annick Girardin pour savoir si elle serait présente au Forum Mondial de l'Eau pour porter la position de la France sur ce sujet. Elle m'a répondu ne pas savoir si M. Fabius, Mme Royal ou elle-même serait présent. Elle m'a dit ne pas pouvoir être partout et ne pas avoir mémorisé le nom « Forum Mondial de l'Eau ». Que faisons-nous chez nous pour que les autorités françaises soient plus mobilisées sur ces objectifs ?

Une intervenante, présidente de l'Ambassade de l'Eau, membre de l'Académie de l'eau et du Conseil mondial de l'eau

Je suis actuellement vice-présidente du Comité de bassin Seine Normandie (agence de l'eau) pour représenter les consommateurs. Le monde de l'eau est petit, opaque et nous avons la même maladie que les femmes, les hommes d'État. Nous avons tendance à garder la chose pour nous. Je voudrais profiter de cette assemblée pour vous demander de nous ouvrir aux autres disciplines sinon nous n'arriverons pas à faire passer le message.

Outre les indicateurs et les données sur l'eau que nous pouvons avoir, il y a aussi la capacité des états à vouloir garder tout ce qui concerne l'eau comme un secret d'État. Que faites-vous pour cette question de géopolitique, pour dépasser ces obstacles ?

Pierre Victoria, délégué général du Cercle Français de l'Eau, membre de Re(Sources)

J'ai deux commentaires : le premier est que Loïc Fauchon a eu raison de dire que la question de l'eau et de l'énergie n'a pas été traitée conjointement jusqu'à présent pour des raisons de visions de mondes qui s'ignoraient. Ce qui se transporte et ne se stocke pas et ce qui se stocke et ne se transporte pas. Nous ne voyions pas très bien ce que nous allions pouvoir nous dire. Si le sujet du rapprochement de l'eau et de l'énergie a émergé, c'est parce que cela soulève la question de la lutte contre les pauvretés et

les engagements du millénaire. C'est bien parce qu'il y a 1,4 milliard de personnes qui n'ont pas l'électricité, et ce sont les mêmes qui n'ont pas accès à l'eau et à l'assainissement que s'est posée la question de savoir s'il n'y avait pas de lien entre l'eau et l'assainissement et si dans les objectifs, l'accès à l'eau et à l'énergie n'avait pas été un grand oubli des objectifs du millénaire.

Vous avez ensuite beaucoup critiqué et, à juste titre, la question de l'absence de définition des engagements du millénaire. Nous n'avons pas su quoi voter en matière d'accès à l'eau et encore moins su quoi voter en matière d'engagement sur l'assainissement. Un point a fait défaut au cours de la période des engagements du millénaire : les recommandations données n'étaient jamais suivies de réflexion ou de discussions. Par exemple, la plupart des rapports portant sur les engagements sur l'eau et l'assainissement affirmaient qu'il était possible d'atteindre les engagements à condition d'utiliser des méthodes et des technologies durables et bon marché. À aucun moment, les Nations Unies n'ont mis en place un système qui permettrait avec l'ensemble des professionnels – ONG ou entreprises – de réfléchir à ce qu'étaient des technologies bon marché. Cela est resté lettre morte et nous avons dit « cela est possible si ... », mais personne n'a pris en main les conditions pour cela. Il faudrait que cela soit intégré dans les futurs engagements. Au-delà des recommandations, il y a l'organisation collective de la société et de la communauté pour répondre aux questions que nous posons, plutôt que de les laisser en suspens.

Enfin, j'ai l'impression que derrière les engagements du développement durable se cache aussi une lutte entre les agences des Nations Unies parce que nous voyons bien que celles qui auront un objectif du millénaire auront les moyens de cet objectif, de le calculer, de le contrôler, de le monitorer et d'avoir les conditions de le faire. Il y a un enjeu sur l'ensemble de l'évolution des Nations Unies derrière les engagements du millénaire. Cela pose à nouveau la question : « Et l'eau dans tout cela ? ». Nous avons dit pendant très longtemps aux 24 agences que cela était scandaleux de créer une agence de l'eau. Gérard Payen a dit que ce n'était pas une bonne idée d'avoir une agence de l'eau, mais au fond est-ce que les engagements du développement durable ne vont pas amener à restructurer et réorganiser la responsabilité politique de l'accès ?

Loïc Fauchon

Concernant la France, cela est consternant. Tout ce qui touche à l'eau en France est consternant, que ce soit la position de l'État ou du gouvernement. Je le dis en tant que professionnel, en tant qu'administrateur de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. Un hold-up colossal a été fait sur le budget des agences de l'eau, donc on a agi contre l'eau. Ce n'est pas la première fois, mais il nous a été dit que ce sera tous les ans comme cela si les agences continuent à être bien gérées. Il est consternant que le président du Conseil mondial de l'eau n'arrive pas à être reçu par plus d'un membre du cabinet de la ministre. Nous sommes le seul pays où les ministres ne nous reçoivent pas. À cette heure, nous ne savons même pas s'il y aura un représentant du gouvernement français à Daegu. Je pourrais ajouter bien d'autres exemples. Je déplore cette situation. Nous aurions besoin que le gouvernement français et l'État soient un peu plus investis sur le territoire national. Il va bien falloir poser la question de la conservation des ressources en eau, au moins saisonnière. Cela fait cinquante ans que nous n'avons pas fait de barrage dans ce pays. Il va bien falloir en faire. Il faut avoir le courage de le dire, qu'ils soient grands ou petits, intelligents, etc., je n'ai pas la réponse. Mais nous savons bien que nous n'avons pas

assez de capacité de stockage d'eau en ce moment dans certaines régions entre l'hiver et l'été. Que faisons-nous ? Nous n'allons pas importer d'eau en bouteille d'Angleterre ?

Je crois qu'il faut pousser un coup de gueule. **Il y a de tellement de compétences sur l'eau dans ce pays, tellement d'envies, de manifestations d'intérêt de la part de tous dans les situations d'urgence, dans la protection à long terme de la ressource, que nous sommes désolés de voir que les plus hautes autorités de l'État ne sont pas assez attentives à ce problème essentiel.**

Est-ce que l'eau est un secret d'État ? Cela fait 22 ans que je suis dans le domaine de l'eau. Je le trouve de moins en moins opaque. Les gouvernances à travers le monde ont fait énormément de progrès en la matière. L'amélioration de la médiatisation, les réseaux sociaux et le rôle des ONG ont porté leurs fruits. Il reste encore des progrès à faire. Mais dans notre pays, quand je vois qu'au niveau des bassins, au niveau local, il faut rendre compte des politiques mises en place de manière systématique, régulière, avec toute une batterie de contrôles, je pense que nous n'avons pas à rougir de ces progrès. Concernant les questions transfrontalières, nous avons aussi beaucoup progressé. Regardez la dispute portant sur le Nil. Elle est publique. Nous savons jour après jour quelles sont les initiatives prises entre les Égyptiens et les Soudanais d'un côté et les Éthiopiens et les Ougandais de l'autre pour régler la question du barrage éthiopien. Cela n'était pas le cas il y a 20 ans. Nous avons progressé lorsque nous avons réussi à obtenir des Turcs qu'ils discutent publiquement avec les Irakiens et les Syriens sur la question du Tigre et de l'Euphrate.

Je crois que nous sommes sur la bonne voie. Nous devons continuer à être vigilants, à exiger. C'est le rôle du conseil mondial de l'eau. Je ne suis pas trop inquiet sur cet aspect.

Gérard Payen

Je suis d'accord avec Loïc Fauchon sur la question du secret et de la transparence. Des progrès ont été faits, mais je pense que nous pourrions en faire encore beaucoup, car la connaissance actuelle est assez limitée. Je le disais, à part les indicateurs mondiaux, il y a une ignorance immense du sujet. Aujourd'hui, nous ne savons pas quelle est l'importance du problème des eaux usées dans le monde. Nous disons que plus de 80 % des eaux usées sont rejetées sans traitement, mais le chiffre exact est peut-être de 70 % ou de 90 %. Certaines données sont « bricolées », falsifiées par ceux que cela arrange. D'autres données ne sont pas publiées parce que les gens ne veulent pas les rendre publiques. En France, il y a beaucoup de transparence sur ce qui se passe dans notre pays.

Que va-t-il se passer avec les objectifs du développement durable ? Pierre Victoria a tout à fait raison. Dans le débat sur les objectifs du développement durable, les Nations Unies jouent un rôle important parce que chacune a son propre intérêt. Elles ont besoin de survivre, de justifier leur existence dans leur domaine d'action. Elles essaient donc de faire en sorte d'avoir un objectif dans leur domaine d'action. Ensuite, elles sont autonomes pour gérer le sujet en question. Ce sont les gouvernements qui décident. Certains gouvernements ont poussé dans le sens du nexus eau-énergie-alimentation. Malgré cela, la proposition qui est aujourd'hui mise sur la table par un bon tiers des gouvernements et qui est soutenue par tous les pays en développement et la Chine intègre un objectif sur l'eau parmi les 17 objectifs thématiques, alors qu'il n'y a pas d'agence des Nations Unies pour l'eau. Il y a des objectifs pour la

santé, ce qui convient à l'OMS. Il y a un objectif pour la sécurité alimentaire, cela convient à la FAO. Il y a des objectifs qui collent très bien à certaines agences. Il y en a un sur l'eau, c'est un miracle. Ce n'était pas parti comme cela. Allons-nous le garder ? Nous avons réussi à motiver les Nations Unies pour le garder grâce à la coordination des 24 agences qui œuvrent dans le secteur de l'eau et qui s'appelle « ONU-eau » – UN-water en Anglais –. Cette coordination défend cet objectif « eau » avec toutes ses composantes. Je ne pense pas qu'au niveau des Nations Unies des personnes veulent tuer cet objectif. Par contre, comme l'a dit Alain Boinet, il existe quand même un certain nombre de gens, quelques gouvernements très minoritaires, qui souhaiteraient réduire le nombre d'objectifs et de cibles. Il y a aussi un certain nombre de penseurs influents qui voudraient réduire le nombre de cibles. Je n'ai jamais compris pourquoi, je n'ai jamais vu un argumentaire expliquant pourquoi ils veulent faire cela. Est-ce que cela va se faire ou pas ? Je pense personnellement qu'un des scénarii possibles est que pour conserver tout ce qui a été négocié entre les gouvernements, le secrétaire général propose de garder le travail de l'open working group en termes de contenu, que la cible « eau » soit maintenue et que tout ce qui est dans l'« objectif eau » soit réduit. Les grands objectifs seraient regroupés pour n'en faire que dix. Si nous les regroupons, cela ouvre le champ à un objectif eau-énergie-sécurité alimentaire. Si nous arrivons à cela, tout en gardant les cinq cibles opérationnelles, ce n'est pas grave. Si par contre, nous étions partis sur eau-alimentation-énergie, nous n'aurions eu que cinq cibles dont une sur l'eau, accès à l'eau potable, assainissement, mais nous n'aurions rien sur les ressources en eau ou sur la pollution de l'eau. C'est par conséquent mieux comme cela. Il existe un risque et il n'est pas garanti que nous maintenions l'objectif eau jusqu'à la fin de l'année prochaine. Ce serait très dommage.

Quant au rôle de la France, nous avons tous été très déçus de voir que tous les acteurs français réunis dans le Partenariat Français sur l'Eau se sont mis d'accord sur une plateforme commune et que pendant un an, la France en tant qu'État, l'a ignorée. Je pense que cette période est révolue et que la France soutient aujourd'hui l'objectif « eau ». Cela peut encore bouger dans les futures négociations. Mais je pense que la France a compris que c'est un sujet, même si pour les autorités de ce pays, l'eau n'est pas un sujet prioritaire. C'est un sujet très important dans le monde. Les problèmes d'accès à l'eau potable, de pollution et de ressources ne sont pas majeurs dans notre pays. C'est pourquoi il ne joue pas un rôle dans la négociation internationale à la hauteur de ce qu'il est capable de faire. C'est très frustrant. Toutefois, la France nous soutient et j'espère qu'elle nous soutiendra jusqu'au bout.

Une intervenante, représentante du Centre Catholique International de Coopération avec l'UNESCO

Je représente le Centre Catholique International de Coopération avec l'UNESCO. Nous sommes un réseau de réflexion. Cette équipe a organisé conjointement avec l'UNESCO un forum en Côte d'Ivoire sur le thème de « l'accès à l'eau pour tous : un droit fondamental ». 16 pays étaient représentés, dont beaucoup de jeunes, des ONG qui ont délégué beaucoup de leurs jeunes qui sont très conscients que le progrès passe par leur changement de comportement et non plus par la manne de l'occident. Nous avons constaté sur le terrain que sans éducation, le problème de l'assainissement, le problème des toilettes, le problème des violences faites aux femmes n'avanceront pas. Vous avez parlé d'éducation. En tant qu'ONG, nous avons cette inquiétude d'éduquer le petit enfant à se laver les mains, à lui apprendre à ne pas déféquer dans la nature malgré les traditions. Pouvons-nous considérer que l'ONU prend vraiment en compte l'éducation dans le groupe eau-énergie-alimentation et pas seulement dans le grand pro-

gramme de l'Éducation pour Tous. Je voudrais savoir s'il existe des liens entre ces différents problèmes et ces objectifs ? L'objectif de l'Éducation pour Tous est aussi très ambitieux.

Une intervenante, représentante association Eau Vive

Notre association s'occupe de l'eau en Afrique. Nous faisons de l'accompagnement des populations et des communes dans la mise en place de programmes d'eau et d'assainissement. Nous sommes un peu inquiets parce que nous sentons que l'aide au développement se concentre maintenant sur les zones urbaines. Comment voyez-vous l'évolution des financements ? Que diriez-vous aux ONG pour les aider ?

Un intervenant, Agence Française de Développement

L'AFD répond aux demandes des États et des pays. La question des financements est certes importante, mais est parfois secondaire par rapport à la gouvernance. En tant que financeurs, nous rencontrons aussi parfois des problèmes de capacité d'absorption. Dans un certain nombre de pays pauvres, les financements existent, mais nous avons du mal à avancer. La question majeure est à mon avis celle de la gouvernance.

Je souhaitais faire un parallèle sur cette réunion sur le thème de l'eau et de l'énergie. Pourquoi ne pas l'appeler « assainissement énergie » ? Je sais que cet après-midi un séminaire international est organisé par le SIAPP et l'agence de l'Eau Seine Normandie avec pour question spécifique de travailler sur un indicateur sur l'assainissement. Gérard Payen parle beaucoup d'eau potable, non contaminée, puis a listé trois enjeux pour les ODD, mais finalement nous avons laissé de côté l'assainissement. Il y a l'accès à l'assainissement avec des pratiques d'hygiène, mais il y a aussi l'évacuation des eaux usées, les vidanges et leur traitement avant d'arriver dans l'environnement. Il est important de le rappeler. C'est la mobilisation d'acteurs français pour participer dans le processus de définition de ces indicateurs, y compris sur l'assainissement et en ce moment-même à Paris avec l'objectif d'apporter des contributions pour le prochain Forum mondial de l'eau et de l'assainissement et dans le processus des Nations Unies.

Un intervenant, Veolia

Je voudrais recentrer sur les usagers que vous avez évoqués comme bénéficiaires de services ou victimes d'absence de services et comme parties prenantes des financements en bout de chaîne. Parmi les concepts à la mode, il est souvent question de co-construction. Quelle est la place de l'utilisateur dans la définition et la gestion des services ? Est-ce que pour vous la co-construction est un concept ? Est-ce un vœu pieux ? Ou est-ce que cela peut avoir un vrai effet de levier pour améliorer l'accès aux services, notamment dans un contexte d'urbanisation ?

Une intervenante, ONG de solidarité internationale

Est-ce que le modèle français des agences de gestion par bassins versants pourrait être un modèle

exploitable d'expérimentation et d'internalisation pour mettre en œuvre les bonnes pratiques de gestion et de gouvernance inter-états ou infra-états ?

Loïc Fauchon

Le modèle français de bassins versants versus Michel Rocard est un modèle qui est repris dans le monde aujourd'hui. Nous n'avons pas le nombre exact, mais nous estimons entre quarante et cinquante le nombre de pays qui ont peu ou prou adopté et adapté le modèle des bassins à leurs propres particularismes. C'est un modèle qu'il est dommage de voir attaquer en France en ce moment alors qu'il est repris dans une partie du monde et je pense qu'il n'a pas fini de servir de référence.

Concernant la co-construction, personnellement je n'aime pas tout ce qui commence par « co » et les effets de mode. Par contre, le contenu est intéressant. Mais il n'est pas besoin de l'appeler comme cela pour que ce soit une réalité et pour qu'il faille avancer en trouvant le bon équilibre entre l'initiative populaire et la responsabilité de l'administration et la responsabilité des élus du suffrage universel. Nous avons un large champ de développement devant nous. Je disais qu'à Marseille, il y a 17 ans, nous avons créé un comité des consommateurs qui permet de réunir les comités d'intérêt de quartiers composés de représentants de consommateurs tous les trois mois avec nous, avec un agenda totalement ouvert. Nous nous efforçons d'avoir un lien direct, sans participation des élus politiques, pour enlever la priorité ou les contingences du politique.

Sur la question des financements et des financements privés, je suis optimiste même si en période de crise, la Corrèze prime sur le Zambèze. **En France, il y a une disposition qui n'en est qu'à ses balbutiements : c'est la loi Oudin-Santini. Il faut le rappeler, car le degré d'application de cette loi en France actuellement est de l'ordre de 2 % par rapport au potentiel. Elle est appliquée dans peu d'endroits et quand elle est appliquée, elle ne l'est pas forcément à son maximum qui est de 1 % des recettes d'eau et d'assainissement.** Nous sommes d'ailleurs en cours d'expérimentation, notamment dans la région provençale, même si les gens de Lyon sont en avance sur ce sujet. Cela veut dire qu'à partir d'un euro que la collectivité met à l'ouvrage du système public d'eau, le distributeur d'eau public ou privé met également un euro. De ce fait, l'agence de l'eau abonde d'un euro. Il existe aussi des discussions avec l'AFD dans certains pays pour la faire abonder aussi d'un euro. Ces montants doivent financer des opérations de solidarité internationale d'urgence ou d'aide au développement pour l'eau. Nous admettons aujourd'hui que lorsqu'il y a des opérations à réaliser en matière d'énergie en faveur de l'accès à l'eau, il soit possible de prendre en compte ces dépenses liées à l'énergie. J'incite à utiliser cette loi. Il faut avancer, c'est une loi magnifique. Un combat est mené pour que cela s'étende à l'Europe. Les Néerlandais ont un petit système comparable, une partie de la Belgique aussi et ensuite c'est un peu le vide. Imaginez cela à l'échelle de l'Europe. Nous avons une capacité financière extrêmement intéressante et qui, de surcroît, est décentralisée sur des projets identifiés au niveau du bassin. C'est compliqué, nous nous heurtons à des difficultés, mais c'est une magnifique opportunité pour trouver des financements, peut-être plus d'ailleurs sur le milieu rural qu'urbain, le milieu rural étant le parent pauvre des financements.

J'observe également que les entreprises privées, malgré la crise, viennent un peu plus sur le secteur de l'eau et de l'assainissement. Je vois dans le périmètre de l'Agence Rhône Méditerranée Corse qu'un

certain nombre d'entreprises – dont la mienne – a laissé de côté peu à peu les dépenses culturelles et nous allons plus vers l'aide à la résorption de la pauvreté localement et à l'international. Dans le contrat qui vient d'être renégocié à Marseille sur l'eau, nous avons des obligations annuelles de fournir un million d'euros pour l'aide à la résorption de la pauvreté locale et un million d'euros dédiés à la solidarité internationale. Je pense que petit à petit, ces dispositions vont se généraliser. J'ajoute pour terminer qu'il nous paraît encourageant qu'aujourd'hui ce ne sont plus seulement les chefs d'entreprise qui s'expriment sur cette question, mais également les salariés. Il y a une force montante des salariés, notamment du secteur privé, qui veut participer à la solidarité internationale. L'entreprise y participe financièrement, mais aussi avec ses compétences et ses connaissances. Les deux grands groupes français le font depuis longtemps et cela se généralise en dehors du monde de l'eau. C'est extrêmement intéressant. C'est pour ces raisons que je ne suis pas pessimiste sur l'évolution des financements privés en France.

Gérard Payen

Concernant les financements, Loïc Fauchon a parlé de la coopération décentralisée. Pour les ONG qui sont en partie financées par des financements publics provenant de l'Europe, il faut bien être conscient qu'aujourd'hui l'aide institutionnelle n'est pas décidée dans les pays du Nord. Elle s'applique aux endroits où les pays du sud ont des besoins. C'est pour cela que les politiques nationales sont essentielles. Si un pays veut investir dans l'eau, s'occuper du milieu rural et du développement des villes, il demandera l'aide internationale. S'il considère qu'il est plus important de faire des routes, il demandera de l'aide pour faire des routes. C'est un sujet majeur de faire que les pays qui ont des besoins reconnaissent ces besoins et les mettent dans leurs priorités politiques. Cela a un impact jusqu'aux financements des ONG français. Je le dis parce que pour l'Europe, c'est assez important.

Il ne faut surtout pas opposer le milieu rural avec le milieu urbain. C'est la meilleure façon pour que le secteur de l'eau ne progresse pas. Nous avons besoin de développer l'accès à l'eau en milieu rural et en milieu urbain. Comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est en milieu urbain que nous sommes en train de passer à côté de la satisfaction des besoins. En Afrique, le milieu urbain est un problème qui explose.

Quant à la question de l'assainissement dans les objectifs de développement durable, je n'en ai pas trop parlé volontairement. Nous distinguons deux grands volets : l'accès à l'assainissement qui se traduit par l'accès à des toilettes décentes. C'était un objectif du millénaire, l'indicateur est de bonne qualité et nous allons continuer. Par contre, l'autre volet touchant la gestion des pollutions et qui a été rajouté nécessite un travail sur les indicateurs.

Concernant les usagers, je ne peux qu'approuver le terme de « co-construction ». J'ai vu tellement de projets dans les pays en développement qui ne fonctionnaient pas parce qu'ils avaient été bâtis dans un bureau sans discuter avec les gens qui étaient censés en être les bénéficiaires que je sais d'expérience qu'un projet en banlieue ou en centre-ville a des zones d'habitat qui évoluent et qu'il faut discuter avec les habitants. C'est indispensable.

Sur les questions d'éducation, il existe plusieurs aspects. Je ne sais pas trop quoi vous répondre, si ce n'est que je suis frustré vis-à-vis de ce que nous faisons en France. Je ne pense pas que les petits Fran-

çais qui se lancent dans la vie active ont une compréhension claire des problèmes d'eau dans leur pays. Cela fait 20 ans que nous réalisons des sondages chaque année pour lesquels nous obtenons les mêmes réponses, à savoir que la moitié des Français pense que l'eau du robinet provient des égouts et a été nettoyée. C'est complètement faux. L'éducation nationale ne se préoccupe que très modérément de cet aspect des choses.

Un dernier point portant sur la gestion par bassin : ce modèle est un concept qui s'est développé dans beaucoup d'endroits dans le monde. Mais en France, nous avons deux spécificités : cette gestion se fait en association avec tous les acteurs, ce qui n'est pas vrai dans tous les pays alors que cela est nécessaire. Quand tous les acteurs se rencontrent, cela fait tomber les tensions. Je me souviens d'études sociologiques qui ont été réalisées sur ces questions de confiance entre les ressources qui ont montré que lorsque les acteurs étaient obligés d'écouter les problèmes des autres, ils descendaient leur niveau de revendication. Je pense que c'est un aspect très important des comités de bassin. L'autre aspect dont personne ne parle, et qui est très spécifique à la France est le système de solidarité financière des agences de bassin. Ce système a une vertu extraordinaire qui est de faire appliquer une politique nationale dans un pays décentralisé. Il n'y a aucun moyen pour un Etat qui n'a aucune responsabilité vis-à-vis des problèmes d'eau au niveau local d'appliquer une politique décidée au niveau national, voire à Bruxelles, en donnant directement des instructions à des collectivités locales qui font ce qu'elles veulent, car elles sont compétentes et autonomes. La solidarité financière des agences de bassin est un moyen extraordinaire pour faire appliquer une politique nationale. Il serait bien que d'autres pays s'en inspirent, notamment les pays décentralisés, des pays nationaux ou fédéraux qui ne se savent pas ce qu'il se passe sur le terrain et qui travaillent sur deux niveaux distincts. En France, nous avons un mécanisme qui permet d'inciter les collectivités locales à aller dans des directions souhaitées au niveau national. Je trouve dommage que nous soyons en train de le pervertir. Au lieu d'utiliser cela pour inciter et gérer l'eau de manière efficace localement, cela sert à financer autre chose. Nous sommes en train de perdre le trésor intellectuel que nous avons imaginé pour résoudre ce problème de gestion de l'eau.

Conclusion

Pierre-Frédéric Ténière-Buchot

L'eau et l'énergie ne sont pas seulement réunies par des liens, mais ce sont des liants. Cela me paraît une chose à répéter, car cela donne une idée de la synergie qui peut exister dans les politiques et leur mise en œuvre.

Il règne un certain optimisme autour de cette table et dans cette salle. Ce n'est pas si fréquent à l'heure actuelle et il convient de le souligner. Il y a aussi quelques espoirs pratiques. Il est important de ne pas oublier qu'au-delà de l'eau et de l'énergie, il existe d'autres domaines comme la santé, l'éducation et bien sûr la gouvernance, les finances et la connaissance. Je pense que c'est un slogan qu'il serait bon de répéter de temps en temps, cela va ensemble.

Enfin, ce qui se passera à l'ONU en 2015 est bien compliqué. Faites attention à cela, car beaucoup de choses vont se passer et seront importantes pour la suite. Tout tourne autour du problème de la pauvreté et du financement de la lutte contre ce fléau.

Patrice Fonlladosa, président de (RE)SOURCES

Merci à Gérard Payen et à Loïc Fauchon et Pierre-Frédéric Ténière-Buchot d'avoir accepté de consacrer un peu plus d'une heure et demie à cette Matinale.

Je vais répondre à la question posée concernant le collège d'experts. C'est bien la vocation du réseau (re)sources que nous avons d'ailleurs créé il y a 10 ans sur l'eau et l'énergie avec un premier colloque à Libreville sur le droit à l'eau et à l'énergie. Nous avons déjà imaginé qu'il fallait nous ouvrir à d'autres, même si ce collège d'expertises que nous connaissons toujours, en général très technique, sur les spécialistes de l'eau qui parlent aux spécialistes de l'eau. Aujourd'hui, le réseau Re(Sources) a pour vocation de donner la parole à l'ensemble des membres choisis – et qui choisissent d'être là – qui se réunissent très régulièrement et de manière amicale pour faire avancer les idées chacun dans nos environnements professionnels, que ce soit des ONG, des politiques, des élus, des spécialistes techniques d'entreprises privées ou publiques. Notre collège est très ouvert et notre vocation est de pouvoir diffuser ce sur quoi nous arrivons à nous mettre d'accord. **Le plus grand vecteur est la mise en œuvre des politiques publiques. Nous trouvons des financements, mais la mise en œuvre des politiques publiques est la clé des échecs ou des réussites.**